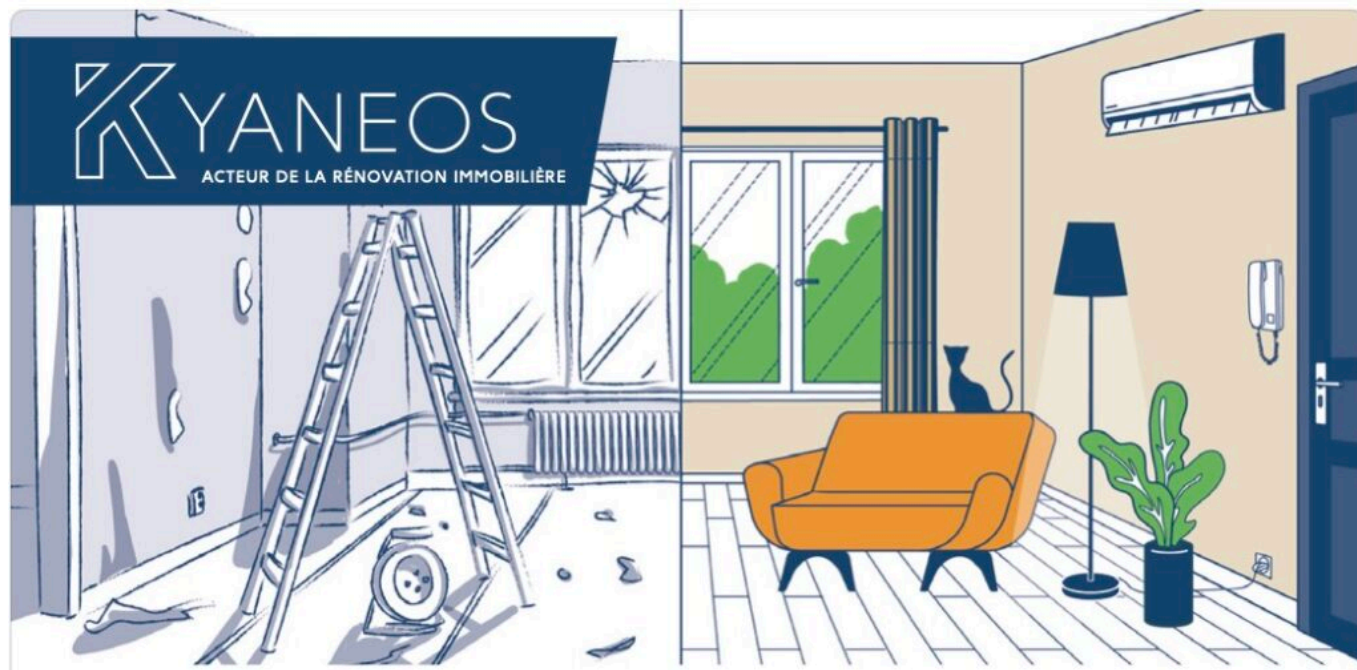


Ecrit par le 18 mai 2026

Kyaneos, l'épargne qui retape les centres-villes



Depuis Les Angles, aux portes d'Avignon, [Kyaneos](#) a construit un modèle économique qui crée sens : capter l'épargne privée pour racheter, rénover et remettre en location des immeubles anciens souvent laissés à l'abandon. Dans le Vaucluse comme à Châteaurenard, dans les Bouches-du-Rhône, l'entreprise fondée en 2018 par [Jérémy Rouzaud](#) avance une promesse : Remettre du logement de qualité là où les politiques publiques peinent à aller vite.

Dans le paysage souvent abstrait de la pierre-papier, Kyaneos occupe une niche intéressante. La société de gestion, créée en 2018 par Jérémy Rouzaud, ancien professionnel de la finance, s'est donné pour cap la rénovation de logements anciens en régions et dans toute la France, avec un triple objectif : Améliorer la qualité des logements, réduire les consommations énergétiques et proposer une performance financière liée à l'immobilier résidentiel. Pourquoi Kyaneos ? « Mon entreprise tire son nom du grec kyaneos, qui signifie 'bleu', révèle Jérémy Rouzaud, en référence à 'l'économie bleue', développée par [Gunter Pauli](#), qui défend des modèles capables de concilier performance économique et utilité environnementale, en repensant en profondeur les modes de production ».

Ecrit par le 18 mai 2026



Groupement d'habitations à Châteaurenard avant travaux Copyright Kyaneos

Une finance qui veut redevenir utile

Le ressort du modèle est connu, mais ici poussé dans une logique territoriale : les épargnants souscrivent des parts de SCPI (Société civile de placement immobilier), Kyaneos acquiert des immeubles anciens, finance leur rénovation, puis remet les biens sur le marché locatif. Sur son site, le groupe affiche au 31 décembre 2025 un total de 691 immeubles, 11 323 associés et 470 M€ de capitalisation tous fonds confondus. Pour la seule SCPI Kyaneos Pierre, les chiffres annoncés sont de 635 immeubles, 4 918 lots, 10 546 associés et 440M€ de capitalisation.

Cavaillon, la preuve par le chantier

C'est à Cavaillon que la démonstration prend une forme très concrète. Sur une opération située chemin de Donne, Kyaneos indique avoir acquis quatre maisons mitoyennes laissées à l'abandon depuis plusieurs décennies, pour les transformer en logements de 'bonne qualité' avec un "excellent DPE" (Diagnostic de performance énergétique). L'entreprise affirme que les travaux y ont permis de réduire de 82% la consommation énergétique des logements, tout en diminuant la facture d'électricité des futurs

Ecrit par le 18 mai 2026

occupants. Elle précise aussi recourir, lorsque cela est possible, à des entreprises situées dans un rayon de moins de 50 kilomètres autour du chantier.



Après travaux à Châteaurenard copyright Kyaneos

Un 'avant-après' mesurable

Ce type 'd'avant / après' n'a rien d'anecdotique. Il rappelle d'abord l'ampleur du stock immobilier ancien dégradé dans les villes moyennes. Il montre aussi qu'entre la façade visible et la réalité constructive d'un immeuble, l'écart est souvent considérable : isolation, ventilation, chauffage, réseaux, menuiseries, structure, tout ou presque doit être repensé. En cela, Kyaneos défend une idée qui dépasse son seul cas : la transition énergétique du logement ancien n'est plus seulement une affaire de bonne volonté individuelle, mais de compétence collective.

Châteaurenard, la logique d'îlot

À Châteaurenard, le modèle prend une autre dimension, plus urbaine encore, avec un ensemble de

Ecrit par le 18 mai 2026

maisons de village rue des Pensionnaires, en plein cœur du centre ancien. Le montage annoncé est révélateur avec une acquisition à 58 000€ acte en main et un budget prévisionnel de travaux de 450 000€, pour la création, à terme, de 8 logements, avec un DPE cible passant de E à C, le tout dans un partenariat étroit, avec la mairie. Cette opération fait d'ailleurs suite à un précédent chantier mené rue de la Calade qui a abouti à la rénovation complète d'un immeuble du centre ancien, avec trois logements et deux commerces. Autrement dit, il ne s'agit plus seulement de sauver des biens isolés, mais de remailler un tissu urbain.



Groupement d'habitations à Cavaillon avant travaux Copyright Kyaneos

Châteaurenard

Dans une commune engagée de longue date dans la revitalisation de son cœur ancien, cette articulation entre stratégie municipale et capitaux privés n'est pas anodine. À Cavaillon, la ville a d'ailleurs renouvelé son engagement dans le programme Action Cœur de Ville jusqu'en 2026. Dans le Vaucluse, trois communes : Avignon, Carpentras et Cavaillon bénéficient également de ce programme national.

Là où l'argent public ne suffit plus

C'est sans doute là que Kyaneos touche juste. Depuis plusieurs années, les communes disposent d'outils,

Ecrit par le 18 mai 2026

d'Opah (Opération programmée de l'habitat) d'ORT (Opération de revitalisation de l'habitat), d'aides de l'Anah (Agence nationale de l'habitat), de programmes nationaux. Mais entre la stratégie publique et la réalité du chantier, le chaînon manquant reste souvent le portage opérationnel : acheter, tenir le risque, piloter les travaux, relouer. C'est justement ce vide, que Kyaneos entend occuper.

Ecrit par le 18 mai 2026



Ecrit par le 18 mai 2026

Après travaux à Cavaillon Copyright Kyaneos

Gagner en efficience

Jérémie Rouzaud le dit d'ailleurs lors de notre entretien : « les mairies n'ont pas toujours besoin d'un chèque supplémentaire ; elles ont besoin d'un partenaire capable d'entrer vite dans le projet, de dialoguer avec l'urbanisme, les architectes des Bâtiments de France, les services techniques, et de produire des logements crédibles dans des délais tenables. La promesse n'est donc pas seulement financière ; elle est aussi organisationnelle. »

Le pari d'un résidentiel moins vulnérable

Le fondateur de Kyaneos vient de la finance de marché. Ancien trader puis gérant de fonds, il a voulu déplacer la question de la performance vers celle de l'utilité, en recherchant un équilibre entre rendement, impact social et impact environnemental. Cette grammaire-là distingue Kyaneos d'une partie du marché des SCPI, historiquement plus tournée vers les bureaux et les commerces.



Ecrit par le 18 mai 2026

Après travaux Copyright Kyaneos

Alors que l'immobilier tertiaire est fragilisé

L'argument a trouvé un écho particulier ces dernières années, au moment où l'immobilier tertiaire a été bousculé. Kyaneos insiste sur son orientation résidentielle : Plusieurs acteurs du secteur soulignent de leur côté que cette spécialisation a rendu la maison moins exposée aux turbulences qui ont affecté certaines SCPI de bureaux. Cela ne supprime pas le risque, mais éclaire la cohérence du positionnement.

Une promesse séduisante, mais pas sans risques

C'est le point à ne pas éluder. Kyaneos le mentionne noir sur blanc : la SCPI Kyaneos Pierre ne garantit ni le capital, ni la performance, ni la liquidité. Le prix de la part peut évoluer à la hausse comme à la baisse ; La revente peut s'avérer difficile ; Les revenus dépendent des loyers réellement perçus et des charges supportées. L'horizon conseillé est de dix ans. Cette transparence est d'autant plus importante que l'entreprise met en avant un discours de sens, presque de réparation territoriale. Or c'est précisément parce que le récit est séduisant qu'il faut rappeler le cadre réglementaire. L'AMF (Autorité des marchés financiers) a bien délivré, au fil des années, plusieurs visas aux contrats Kyaneos, notamment à Kyaneos Denormandie en 2020 puis à de nouvelles déclinaisons en 2021, 2022 et 2023. Cela atteste d'un encadrement réglementaire, non d'une garantie sur le placement.



Exemple de réhabilitation Copyright Kyaneos

Ce qui peut séduire les épargnants

Le modèle Kyaneos parle aux épargnants qui veulent donner du sens à l'argent thésaurisé, avec, actuellement un taux de rendement présenté de 4,5%. Egalement, le produit financier est concret : de nouveaux logements éclosent en lieu et place d'habitats abandonnés. Kyaneos parle de rénovation énergétique, de lutte contre la vacance, de confort locatif et de revitalisation des centres-villes. Une forme de circuit court de l'investissement : l'argent des particuliers finance des immeubles visibles, localisés, transformés et reloués.

En Vaucluse

En Vaucluse, Kyaneos déploie une stratégie territorialisée, ancrée dans plusieurs villes moyennes -de Cavaillon à Carpentras, en passant par Monteux, Sorgues, Valréas ou Apt- auxquelles s'ajoute Châteaurenard, aux portes du département. Sur ce territoire, où le parc ancien appelle des interventions lourdes, l'entreprise revendique 49 immeubles et 348 logements traités, pour 27,5M€ d'acquisitions. Une présence qui répond à une nécessité très concrète : remettre sur le marché des logements habitables là

Ecrit par le 18 mai 2026

où l'habitat se dégrade plus vite qu'il ne se réhabilite. Cette dynamique vient compléter les dispositifs portés par l'Agence nationale de l'habitat, historiquement orientés vers le logement social, alors que nombre d'élus cherchent aujourd'hui à restaurer une véritable mixité dans les centres anciens en attirant des profils résidentiels plus diversifiés. Pour le territoire, c'est un levier opérationnel supplémentaire ; pour l'épargnant, une manière plus tangible d'investir, à condition de garder en tête l'essentiel : la SCPI demeure un placement exposé, sans garantie de capital ni de rendement.

Mireille Hurlin



Jérémie Rouzard, fondateur et président de Kyaneos emploie 85 salariés Copyright Kyaneos

Acheter un logement : les étapes clés pour éviter les pièges



De la recherche du bien à la signature du prêt, l'acquisition immobilière demeure un parcours exigeant, jalonné de vérifications juridiques, techniques et financières. Portée par la [Direction de l'information légale et administrative](#), la plateforme [Service-Public.fr](#) détaille les étapes essentielles pour sécuriser son projet dans un contexte de marché toujours sous tension.

Acheter un logement n'est jamais un acte anodin. Derrière l'image d'un projet de vie se cache une succession d'étapes où la rigueur s'impose. Avant même de visiter un bien, l'acquéreur doit s'armer d'informations fiables : prix du marché, caractéristiques du logement, état juridique du bien.

Ecrit par le 18 mai 2026

Un parcours balisé mais exigeant

Pour cela, l'administration met à disposition plusieurs outils, notamment les bases de données fiscales permettant de connaître les transactions récentes. Ces références, désormais largement accessibles, offrent un premier garde-fou face aux prix affichés, souvent influencés par la tension locale du marché.

S'informer sur le bien convoité

Mais l'information ne s'arrête pas au prix. L'accès aux documents conservés par le service de la publicité foncière permet d'identifier l'historique d'un bien, ses propriétaires successifs ou encore d'éventuelles servitudes. Une étape discrète mais déterminante, notamment dans les zones urbaines anciennes ou les secteurs à forte pression foncière.

L'annonce immobilière, première source... et premier filtre

Souvent négligée, l'annonce immobilière constitue pourtant un document réglementé. Elle doit mentionner des éléments précis : superficie, performance énergétique, prix, honoraires, statut de copropriété le cas échéant.

La transition énergétique

Depuis le renforcement des obligations liées au diagnostic de performance énergétique (DPE), ces informations sont devenues un indicateur clé. Dans un marché où la transition énergétique pèse de plus en plus sur la valeur des biens, une étiquette énergétique défavorable peut désormais influencer fortement le prix... voire la capacité à louer.

Diagnostics : la transparence obligatoire

Au moment de la vente, le vendeur est tenu de fournir un dossier de diagnostics techniques (DDT). Amiante, plomb, termites, performance énergétique, installation électrique ou gaz : autant d'éléments destinés à éclairer l'acquéreur sur l'état réel du bien. Encore faut-il que ces diagnostics soient fiables. L'administration insiste sur un point essentiel : le recours à un diagnostiqueur certifié, indépendant et correctement assuré.

Ecrit par le 18 mai 2026



Copyright Freepik

Cadastre et données publiques : lever le voile sur le bien

Le cadastre reste une source précieuse pour comprendre la consistance d'un bien : limites de propriété, surface cadastrale, environnement immédiat. Accessible à tous, il permet de confronter les déclarations du vendeur à la réalité administrative. Dans certaines zones périurbaines ou rurales, cette vérification peut révéler des écarts significatifs, notamment en matière de surfaces ou d'extensions non déclarées.

Le financement, nerf de la guerre

Une fois le bien identifié, se pose la question centrale du financement. Le prêt immobilier reste le passage obligé pour la majorité des acquéreurs. Or, l'accès au crédit s'est considérablement durci ces dernières années, sous l'effet de la remontée des taux et des exigences accrues des établissements bancaires. Avant d'accorder un prêt, la banque analyse la solvabilité de l'emprunteur, son taux d'endettement et sa capacité d'épargne. Si l'offre est acceptée, un délai légal de réflexion s'impose, garantissant une décision éclairée.

L'assurance emprunteur, un pilier souvent sous-estimé

Indissociable du crédit, l'assurance emprunteur protège à la fois la banque et l'acquéreur. Elle couvre les risques majeurs : décès, invalidité, incapacité de travail. Certaines garanties optionnelles, comme la perte

Ecrit par le 18 mai 2026

d'emploi, peuvent également être souscrites, bien que leur coût et leurs conditions d'activation restent strictement encadrés. Pour les emprunteurs présentant un risque aggravé de santé, la convention [Aeras](#) (s'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé) constitue un dispositif clé. Elle vise à faciliter l'accès à l'assurance, notamment grâce au droit à l'oubli pour certaines pathologies.

Un cadre public pour sécuriser un acte privé

Derrière ces démarches, se dessine un enjeu plus large : sécuriser juridiquement et économiquement l'accès à la propriété. À travers ses plateformes et ses publications, la [Dila](#) (Direction de l'information légale administrative) joue un rôle discret mais structurant, en centralisant une information fiable, actualisée et accessible à tous. Acheter un logement c'est donc s'inscrire dans un engagement financier à long terme, qui exige méthode et informations.

Où trouver les vrais prix de l'immobilier ?

Derrière la vitrine des annonces immobilières se cache une réalité plus nuancée : le prix affiché n'est que rarement le prix signé. Pour éviter les approximations, et parfois les déconvenues, plusieurs outils permettent aujourd'hui d'accéder à une information fiable, issue des transactions réellement enregistrées. Tout d'abord la base publique [DVF](#) (Demande de Valeurs Foncières), mise à disposition par l'administration fiscale via [Etalab DVF](#). Cet outil recense l'ensemble des ventes immobilières sur les cinq dernières années, avec un niveau de détail précieux : prix exact, date de mutation, surface du bien, localisation. Une mine d'or pour qui souhaite dépasser les estimations et approcher au plus près la réalité du marché.

Autre source de référence

Autre source de référence : le site [immobilier.notaires.fr](#), porté par les Notaires de France. Ici, l'analyse prime sur l'exhaustivité. Cartes interactives, prix médians au mètre carré, évolutions territoriales : l'outil permet de saisir les dynamiques locales et les tendances de fond, là où DVF photographie des transactions individuelles. En complément, les grandes plateformes immobilières comme [MeilleursAgents.com](#) ou [SeLoger](#) offrent une lecture plus immédiate du marché. Elles agrègent données et algorithmes pour proposer des estimations rapides. Mais leur limite est connue : elles reposent en grande partie sur les prix affichés, souvent supérieurs aux montants réellement négociés.

Affiner son analyse

Enfin, pour affiner son analyse, le recours au [Cadastrer.gouv.fr](#) permet de vérifier la consistance d'un bien : surface de la parcelle, découpage, environnement foncier, sans toutefois donner accès aux prix. Au croisement de ces outils se dessine une règle simple : confronter les sources. Car dans un marché immobilier encore marqué par des ajustements de prix et un accès au crédit plus contraint, seule une lecture croisée des données permet d'évaluer justement la valeur d'un bien. Une précaution qui, à elle seule, peut faire la différence entre une acquisition maîtrisée... et une décision précipitée.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 18 mai 2026

Le Centre hospitalier d'Avignon s'allie à CDC Habitat pour loger ses soignants



Le [Centre Hospitalier d'Avignon](#) et le groupe [CDC Habitat](#) ont signé une convention destinée à faciliter l'accès au logement des personnels hospitaliers. Ce partenariat vise à proposer aux soignants des logements proches de leur lieu de travail et à loyers maîtrisés. Un levier devenu stratégique pour attirer et fidéliser les professionnels de santé en pleine crise du logement.

Face aux difficultés croissantes de recrutement et de fidélisation dans le secteur hospitalier, la question du logement s'impose désormais comme un facteur déterminant. À Avignon, le Centre Hospitalier a choisi d'agir en amont en signant un partenariat avec CDC Habitat, acteur majeur du logement d'intérêt

Écrit par le 18 mai 2026

public, afin de faciliter l'accès de ses personnels à des logements adaptés et situés à proximité de leur lieu d'exercice.

Le logement, nouvel enjeu de l'attractivité hospitalière

Ce dispositif permettra aux agents hospitaliers d'accéder aux logements issus du parc locatif du groupe, répartis à Avignon et dans les communes environnantes. L'offre proposée couvrira plusieurs segments tels que le logement intermédiaire, abordable ou libre et de s'adapter aux situations familiales, aux ressources et aux besoins des professionnels de santé. L'objectif ? Réduire les contraintes quotidiennes liées au logement, limiter les temps de trajet et améliorer la qualité de vie des équipes hospitalières.

Une réponse à la tension immobilière

Concrètement, dans de nombreux territoires, les établissements hospitaliers font face à une concurrence accrue pour attirer les professionnels de santé. Le coût du logement et l'éloignement des lieux d'exercice peuvent constituer des freins à l'installation, notamment pour les jeunes praticiens, infirmiers ou personnels paramédicaux. En facilitant l'accès à des logements proches et à loyers maîtrisés, le partenariat entre le Centre hospitalier d'Avignon et le bailleur CDC Habitat s'inscrit dans une démarche plus large visant à renforcer l'attractivité du territoire.



Copyright Freepik

Ecrit par le 18 mai 2026

Développer l'offre locative

« Faciliter et garantir l'accès à notre offre locative aux travailleurs clés fait partie de nos engagements afin qu'ils puissent se loger dans de bonnes conditions et à proximité de leur lieu de travail », souligne Pierre Fournon, directeur interrégional Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse de CDC Habitat.

Un impact direct pour l'employeur

De son côté, Pierre Pinzelli, directeur du Centre Hospitalier d'Avignon, insiste sur l'impact direct de cette initiative : permettre aux collaborateurs « d'accéder à des logements proches, abordables et adaptés à leurs besoins » et renforcer ainsi la capacité de l'établissement à attirer et fidéliser les talents hospitaliers.

Deux acteurs majeurs au service du territoire

Filiale de la [Caisse des Dépôts](#) et opérateur de la [Banque des Territoires](#), CDC Habitat gère actuellement plus de 563 000 logements en France, couvrant l'ensemble de l'offre résidentielle : logements sociaux, intermédiaires, résidences étudiantes ou seniors, accession sociale à la propriété ou encore programmes à prix maîtrisés.

3 600 professionnels

Le [Centre Hospitalier d'Avignon](#), quant à lui, constitue le premier acteur de santé du Vaucluse. Établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire, il rassemble 13 établissements publics, dispose de 1 005 lits et places et emploie près de 3 600 professionnels dans plus de 100 métiers, pour un budget annuel avoisinant 400M€. L'hôpital est par ailleurs engagé dans un vaste programme de modernisation baptisé [Terrah 2030](#), représentant un investissement d'environ 150M€, destiné notamment à développer les capacités en réanimation, urgences et dialyse.

Une politique globale d'accompagnement des soignants

La convention signée avec CDC Habitat s'inscrit dans une politique plus large menée par le Centre Hospitalier d'Avignon pour accompagner ses équipes dans leur installation sur le territoire. Au-delà des questions de logement, l'établissement mise sur un important programme de travaux d'extension et de modernisation de ses infrastructures, le développement de l'offre de soins, la recherche et l'innovation pour renforcer son attractivité.

Mireille Hurlin

Grand Delta Habitat, 60 ans au service des

Ecrit par le 18 mai 2026

territoires



À l'occasion de ses vœux 2026, [Grand Delta Habitat](#), par la voix de son président, Michel Gontard, et à travers lui, le Conseil d'administration, le directeur général Xavier Sordelet, le Comité de pilotage, et les équipes, a célébré un double jalon : l'entrée dans une nouvelle année et les 60 ans de la coopérative HLM. Un anniversaire symbolique pour un acteur majeur du logement social dans le Sud-Est, qui revendique un modèle fondé sur la proximité, la solidarité et l'innovation, dans un contexte durablement tendu pour le secteur. Pour l'occasion, près de 500 personnes, dont de nombreuses personnalités du monde politique et économique et de l'acte de bâtir s'étaient rendues au parc des expositions d'Avignon.

Créée en 1966 sous le nom de Vaucluse Logement, Grand Delta Habitat s'est construite au fil des décennies comme un acteur structurant du logement social, en lien étroit avec les collectivités locales. De la réponse à l'urgence de l'après-guerre à la rénovation urbaine, de la professionnalisation des métiers à l'élargissement territorial, la coopérative a progressivement changé d'échelle sans renier son ADN : loger, accompagner et inscrire l'action dans le temps long.

Soixante ans d'histoire, une continuité assumée

Entrer dans sa septième décennie ne marque pas une rupture, mais l'ouverture d'un nouveau cycle.

Ecrit par le 18 mai 2026

‘Transformer plutôt que subir’ résume une ligne stratégique revendiquée, dans un secteur confronté à la hausse des coûts, à la raréfaction du foncier et à l’évolution rapide des besoins sociaux, a rappelé Michel Gontard.



Un modèle coopératif éprouvé face aux tensions du logement

L’année 2025 a cependant constitué un révélateur. Dans un contexte national de crise du logement, Grand Delta Habitat a maintenu un niveau d’activité soutenu : 530 logements livrés, 1 561 logements rachetés et plus de 415M€ investis. Le parc atteint désormais 42 430 logements répartis sur trois régions et sept départements, logeant plus de 103 000 personnes.

Au-delà de la production de logements

La coopérative revendique une approche qui dépasse la seule production de logements. À Cavillon, le vaste projet de renouvellement urbain : 341 logements réhabilités et 276 démolis, illustre une volonté de recomposer durablement les quartiers. À Avignon et Orange, les réhabilitations ont conjugué

Ecrit par le 18 mai 2026

sécurisation, amélioration énergétique et accompagnement social, en lien étroit avec les services de l'État.

Proximité et qualité de service comme piliers

Avec 650 collaborateurs, 15 agences commerciales et une organisation volontairement décentralisée, Grand Delta Habitat fait de la proximité un levier central de son action. Les 122 chargés de clientèle et 118 agents de proximité assurent une présence quotidienne sur le terrain, renforcée par la modernisation des outils numériques.

[Orange : comment La Tourre devient un modèle de transformation urbaine](#)

La culture du résultat

En 2025, la satisfaction des locataires progresse : 73,2% de satisfaction globale et 86,5% chez les nouveaux entrants. Ces résultats ont conduit à un plan d'actions de 3M€ supplémentaires, visant à améliorer concrètement le cadre de vie et la qualité du service rendu.

Solidarité, innovation et adaptation aux usages

Fidèle à son modèle coopératif, Grand Delta Habitat articule logement et solidarité. En 2025, la Fondation Grand Delta Habitat a soutenu 28 projets pour 150 000€, tandis que des initiatives locales ont illustré une solidarité de terrain : redistribution de mobilier à Orange avec Delta Collect, déjà initié à Avignon, projets de forêt urbaine à Nîmes, résidences dédiées au bien vieillir ou dispositifs d'aide aux personnes fragilisées.

Seul sur Mars

L'innovation constitue l'autre marqueur fort. À L'Isle-sur-la-Sorgue, le programme Seul sur Mars® -six villas autonomes en énergie- incarne une logique d'expérimentation assumée. Ailleurs, résidences intergénérationnelles, habitats adaptés au vieillissement ou reconversions de friches témoignent d'une capacité à anticiper les évolutions sociétales et climatiques.

[Grand Delta Habitat : 6 villas autonomes pour réinventer le logement social](#)

Un partenaire de long terme pour les élus

Avec 208 communes partenaires, dont huit nouvelles en 2025, Grand Delta Habitat s'affirme comme un acteur de long terme des politiques locales de l'habitat. Dans les territoires sous forte pression immobilière, notamment dans le Var et les Alpes-Maritimes, plus de 110 logements ont été livrés, tandis

Ecrit par le 18 mai 2026

que des opérations sur mesure ont vu le jour à Nice, Aubagne, Vitrolles ou Pernes-les-Fontaines. Cette relation de confiance s'appuie sur une méthode : construire, réhabiliter ou transformer aux côtés des élus, en intégrant logement, services publics et attractivité territoriale.

Une force collective tournée vers l'avenir

Le renouvellement, en novembre 2025, de la labellisation Grand Delta Habitat auprès de 45 entreprises partenaires illustre cette culture du collectif, dans un secteur du BTP sous tension. Transparence financière, reconnaissance des savoir-faire et sécurisation des relations économiques sont présentées comme des conditions de la performance durable. A ce propos, l'agence de notation [Standard and poors](#) a confirmé la notation de Grand Delta Habitat à A+ stable à long terme et A1 à court terme. 'Notre notation de GDH repose sur la capacité de l'entreprise à maintenir une solide performance financière', a conclu l'agence.

Le temps de la maturité

À 60 ans, Grand Delta Habitat revendique ainsi une maturité : celle d'une coopérative solidement ancrée, capable de se projeter sans renier ses fondamentaux. « Notre histoire nous inspire, l'avenir nous guide » : plus qu'un slogan anniversaire, une ligne de conduite pour les décennies à venir, a conclu Michel Gontard.

[Grand Delta Habitat : une immersion concrète dans le logement pour tous](#)

Le Conseil d'administration

Michel GONTARD Président ; Marie-Pierre BANDE BUISSON ; Magali BERNARD ; Jean-Luc BONNAL ; Laurent BOUCHER ; Georges BOUTINOT ; Aurélie DENIZE ; Christian DARPY ; Nora DJEZZAR ; Annick DUBOIS ; Jean-François LOVISOLO ; Jean-Claude MOLINA ; Michel MUS ; Henri-Jacques PERRIN ; Patrice PERROT ; Sandrine RIGAUD ; Dominique SANTONI ; et Corinne TESTUD-ROBERT.

[Le comité de pilotage](#)

Xavier SORDELET, directeur général ; Stéphane LEROY, Directeur des relations institutionnelles et directeur d'Axédia ; Jérôme VIEUDRIN Directeur des moyens et des systèmes d'information ; Delphine MIQUEL, Directrice juridique et Ressources humaines ; Hugo LAUTERBACH, Directeur commercial et innovation ; Rémi MARTI, Directeur de la proximité ; Nicolas ROCUET, Directeur du développement et patrimoine ; Jacques DENIS, directeur administratif et financier.
Mireille Hurlin

[Grand Delta Habitat : le label qui soutient un secteur BTP fragilisé](#)

Logement : un nouveau levier fiscal pour relancer l'offre locative abordable



Face à une crise du logement persistante, le Parlement a adopté la création d'un statut du bailleur privé, un dispositif fiscal inédit destiné à encourager les particuliers à investir dans le logement locatif à loyers maîtrisés. Portée par une majorité composite, la mesure promet des avantages fiscaux significatifs, mais reste suspendue aux débats budgétaires et à un possible risque d'inconstitutionnalité.

L'Assemblée nationale a adopté, mi-janvier, la création d'un statut du bailleur privé. Objectif ? Réorienter l'investissement des particuliers vers le logement abordable, alors que la production de logements neufs recule et que les loyers continuent de peser sur le pouvoir d'achat des ménages.

Ecrit par le 18 mai 2026

Un compromis politique sous contrainte

Le texte, voté après de longues négociations, est le fruit d'un compromis entre groupes de la gauche modérée, du centre et de la droite. Il a recueilli 158 voix favorables contre 49 oppositions, principalement issues des rangs écologistes, communistes et de La France insoumise, qui dénoncent un dispositif jugé trop favorable aux propriétaires privés. En contrepartie de ce vote, le gouvernement s'est engagé à alléger sensiblement les prélèvements pesant sur les bailleurs sociaux, une revendication ancienne de la gauche.

Un mécanisme fiscal incitatif

Dans sa version renforcée, le statut du bailleur privé ouvre droit à un amortissement fiscal annuel de 4% pour les logements neufs et de 3,5 % pour les logements anciens, sous réserve de réaliser des travaux représentant au moins 20% de la valeur du bien. Objectif ? Rendre l'investissement locatif plus attractif tout en conditionnant l'avantage fiscal à des loyers modérés et à une amélioration du parc existant. Le dispositif s'inscrit dans la continuité des réflexions menées depuis la fin progressive des mécanismes de défiscalisation type Pinel, arrivés à échéance et jugés insuffisamment ciblés sur les besoins sociaux.

Un risque constitutionnel en embuscade

Mais l'enthousiasme parlementaire a rapidement été tempéré. Lors des débats budgétaires, le rapporteur Philippe Juvin a alerté sur un risque de censure constitutionnelle, lié à la mise en application rétroactive du dispositif au 1^{er} janvier 2026. Un point également souligné par la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, qui a regretté l'adoption d'un texte potentiellement inapplicable en l'état.

Le Sénat confirme, mais nuance

La dynamique s'est poursuivie au Sénat, qui a validé à son tour la création du statut fin novembre. Les sénateurs ont toutefois retenu une version plus encadrée, prévoyant un amortissement de 3,5% pour le logement intermédiaire, 4,5% pour le logement social et jusqu'à 5,5% pour le très social, dans la limite de 80% de la valeur du bien et d'un plafond annuel de 8 000€ pour deux logements. Selon Bercy, ce mécanisme permettrait de neutraliser fiscalement, sur vingt-cinq ans, un investissement de 300 000€ dans le logement intermédiaire neuf.

Une réforme encore suspendue

Reste que cette version, 'qualifiée d'édulcorée' par certains sénateurs, représenterait un coût estimé à 1,2 milliard d'€ d'ici 2028 pour les finances publiques. Surtout, elle demeure étroitement liée aux discussions en cours sur le projet de loi de finances 2026. Entre arbitrages budgétaires et incertitudes juridiques, le statut du bailleur privé n'a pas encore franchi la dernière marche.

Produire des logements accessibles

S'il venait à être définitivement validé, ce nouvel outil fiscal pourrait néanmoins redessiner en profondeur l'investissement locatif privé, en le recentrant sur un objectif longtemps affiché mais rarement atteint : produire davantage de logements réellement accessibles.

Mireille Hurlin

DPE, un bol d'air pour le logement, au risque de tendre les prix



À compter du 1er janvier 2026, la réforme du diagnostic de performance énergétique devrait faire sortir 850 000 logements du statut de passoire thermique. Une évolution attendue dans un marché locatif sous tension, mais qui pourrait aussi peser sur les prix, y compris en Vaucluse.

Le marché immobilier s'apprête à intégrer un changement technique aux effets très concrets. Le 1er

Ecrit par le 18 mai 2026

janvier 2026 entre en vigueur un nouveau mode de calcul du diagnostic de performance énergétique ([DPE](#)), destiné à corriger un biais défavorable aux logements chauffés à l'électricité. À la clé, **environ 850 000 biens** jusque-là classés F ou G pourraient voir leur note s'améliorer sans travaux, modifiant sensiblement l'équilibre du marché.



Copyright MMH

Un ajustement méthodologique aux conséquences massives

La réforme repose sur la révision du coefficient de conversion de l'électricité, jusqu'ici fixé à 2,3, et abaissé à 1,9, contre 1 pour les autres sources d'énergie (gaz ou le bois). Ce coefficient, utilisé pour traduire l'énergie finale en énergie primaire dans le calcul du [DPE](#), pénalisait jusqu'à présent les logements électriques par rapport aux autres modes de chauffage.

Cette évolution devrait permettre de reclasser près de 850 000 logements, sur les 4,8 millions de passoires thermiques recensées en France en 2023. Elle vise également à rapprocher la méthodologie française de celle en vigueur dans d'autres pays européens comme l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, ou

Ecrit par le 18 mai 2026

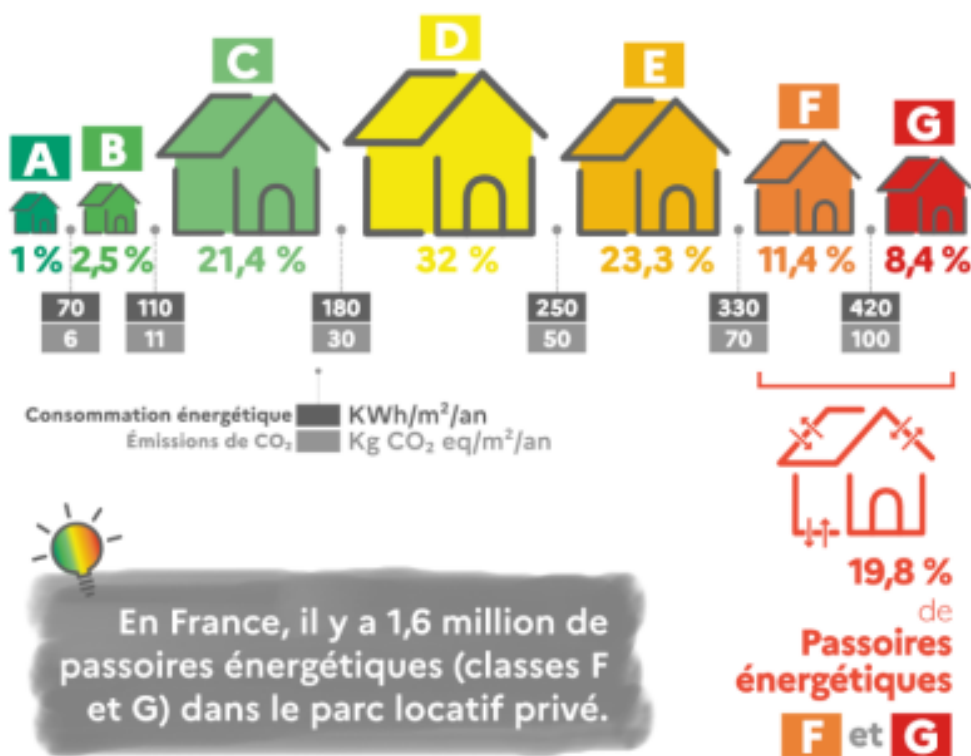
encore la Belgique, où l'électricité est moins pénalisée dans l'évaluation énergétique des logements.

Un soulagement pour un marché locatif sous tension

Cette réforme intervient dans un contexte de raréfaction de l'offre locative. Depuis [janvier 2025](#), les logements classés G sont interdits à la location, tandis que les logements F le seront à partir de 2028. Par ailleurs, les biens classés F ou G ne peuvent plus faire l'objet d'une revalorisation de loyer depuis 2022. Dans ce cadre, la sortie de plusieurs centaines de milliers de logements du statut de passoire énergétique pourrait desserrer partiellement l'étau, notamment dans les territoires où le parc ancien est dominant.

Les passoires énergétiques du parc locatif privé

Données au 1^{er} janvier 2022



Copyright www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

En Vaucluse

Ecrit par le 18 mai 2026

En [Vaucluse](#), cette évolution pourrait avoir un impact notable. Le département se caractérise par une part importante de logements construits avant les premières réglementations thermiques, notamment dans les centres anciens d'Avignon, Carpentras ou Orange, où le chauffage électrique est largement répandu. La réforme pourrait donc permettre la remise sur le marché de logements jusqu'ici contraints, sans pour autant régler les enjeux structurels de rénovation.

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	128 138	156 055	180 712	211 714	234 367	277 833	295 359	314 424
Résidences principales	112 509	131 337	152 731	177 993	199 935	232 793	244 033	256 118
Résidences secondaires et logements occasionnels	6 052	9 303	12 965	16 330	16 429	20 094	22 774	27 123
Logements vacants	9 577	15 415	15 016	17 391	18 003	24 946	28 553	31 183

(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Copyright INSEE état des logements Vaucluse

Des logements toujours énergivores

Si la note administrative évolue, la performance réelle des bâtiments reste inchangée. Les logements concernés demeurent, dans de nombreux cas, mal isolés. La réforme modifie l'étiquette énergétique, mais non la qualité thermique intrinsèque du bâti. Un point régulièrement souligné par les acteurs publics de la rénovation énergétique, qui alertent sur le risque de retarder certains travaux pourtant nécessaires à moyen terme.

Une mise à jour simplifiée, mais un contrôle limité

Sur le plan opérationnel, les propriétaires n'auront pas à refaire de diagnostic. Les DPE réalisés avant 2026 pourront être mis à jour gratuitement sur la plateforme de [l'Ademe](#), sans nouvelle intervention sur site.

La fiabilité du DPE

Cette simplification s'inscrit toutefois dans un contexte de fragilisation de la fiabilité du DPE. Plusieurs études sectorielles font état d'incohérences statistiques et d'une progression des surévaluations, notamment dans les zones tendues, où la pression réglementaire est la plus forte. Les capacités de contrôle demeurent limitées, alors même que les enjeux financiers sont importants.

Ecrit par le 18 mai 2026



Copyright Freepik

Un effet mécanique sur les prix

La reclassification énergétique pourrait également influencer sur les prix de vente et de location. Les données notariales montrent que l'étiquette énergétique pèse lourdement sur la valorisation des biens. En 2024, une maison classée G se vendait en moyenne 25% moins cher qu'une maison classée D, et 18 % de moins pour une F. Pour les appartements, les écarts atteignaient respectivement 17 % et 10 %. En Vaucluse, où le pouvoir d'achat immobilier est plus contraint que dans les grandes métropoles, une amélioration automatique des notes pourrait contribuer à une hausse mécanique des prix, au détriment des ménages modestes et des primo-accédants.

D'autres évolutions à venir

La réforme du DPE ne constitue qu'une étape. D'autres ajustements sont à l'étude, notamment une [proposition de loi](#) visant à permettre la sortie temporaire de certains logements du statut de passoire énergétique sous condition d'un engagement de travaux dans un délai encadré. Autant de signaux qui traduisent la recherche d'un équilibre délicat entre maintien de l'offre et ambition climatique.

Calista Contat-Dathey

Ecrit par le 18 mai 2026

Logement étudiant : Avignon ne s'en tire pas si mal



[Le magazine l'Etudiant](#) vient de publier son baromètre de l'accessibilité du logement pour un étudiant dans les principales villes de France. En tout, 47 communes accueillant plus de 8 000 étudiants ont été prises en compte dans cette étude où Paris (905€) figure largement en tête.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie Nice (665€) devance Marseille/Aix-en-Provence (583€), Montpellier (539€), Toulouse (516€), Toulon (515€), Avignon (460€), Nîmes (432€) et Perpignan (428€).

Dans le grand Sud, c'est à Lyon (609€) et Bordeaux (575€) qu'il sera le plus onéreux pour un étudiant de se loger. A l'inverse, Grenoble (484€), Clermont-Ferrand (427€), Saint-Etienne (402€) et Pau (la ville la moins chère de France avec 383€) sont davantage accessibles.

De leur côté, les principales métropoles affichent des coûts relativement proches : Strasbourg (547€), Lille (523€), Nantes (512€)

Une augmentation de 65€ en 10 ans

Sur Avignon, le prix moyen d'un studio s'élevait à 395€ en 2016. Si ce montant a un peu baissé en 2017 (390€) et 2020 (389€) – après avoir légèrement augmenté sur la période 2018 (407€) et 2019 (403€) – il

Ecrit par le 18 mai 2026

s'est envolé à partir de 2021 (425€). Depuis, il n'a cessé d'être orienté à la hausse : 2022 (433€), 2023 (446€), 2024 (463€) avant d'à peine fléchir en 2025 (460€).

Des montants qui ne sont pas neutre quand on sait que le logement représente la moitié des dépenses d'un étudiant.

Villes	Prix moyen du loyer mensuel d'un studio	Logiscore
Paris	905€	D
Nice	665€	D
Lyon	609€	D
Marseille/Aix-en-Provence	583€	C
Bordeaux	575€	D
Montpellier	539€	D
Lille	523€	D
Toulouse	516€	C
Toulon	515€	C
Grenoble	484€	A
Avignon	460€	B
Nîmes	432€	B
Perpignan	428€	B
Clermont-Ferrand	427€	B
Saint-Etienne	402€	A
Pau	383€	A

Sources : L'étudiant

Quel niveau de difficulté pour trouver un logement ?

Par ailleurs, L'étudiant a aussi établi le 'Logiscore', noté de A à D, qui représente le niveau de difficulté d'accessibilité pour obtenir un logement pour un étudiant dans chacune des villes étudiées.

Plus il est proche de A, moins il est complexe pour un étudiant de trouver à se loger pour un prix attractif dans la ville concernée. Au contraire, s'il se rapproche de D, cela signifie que le marché du logement, notamment étudiant, est particulièrement tendu dans cette ville. Les initiatives des collectivités pour faciliter l'accès à un logement digne et abordable, pour aider dans leurs recherches les étudiants sans domicile ou pour leur trouver une solution de logement d'urgence ont été étudiées.

« Les villes les moins bien notées dans notre Logiscore sont généralement des métropoles congestionnées caractérisées par une forte pression sur le parc diffus (Paris, Lyon, Bordeaux, Strasbourg) et des villes touristiques ou du littoral caractérisées par une forte proportion de résidences secondaires (Nice, Vannes, Annecy...) », explique l'étude de l'Etudiant.

Selon ses critères, Avignon obtient un Logiscore de B. C'est le meilleur de la région Paca.

Logements 'bouilloires' : Gard, Vaucluse et Bouches-du-Rhône en première ligne d'ici 2050



Face à la multiplication des vagues de chaleur, la précarité énergétique estivale revient au premier plan. S'appuyant sur les prévisions de Météo France la plateforme Hello Watt a établi la liste des départements les plus à risques d'ici 2050. Le Vaucluse, le Gard ainsi que les Bouches-du-Rhône figurent parmi les plus exposés

Depuis les années 1990, la température annuelle moyenne en France a déjà progressé de +1,7°C, et Météo France anticipe +2,7°C d'ici 2050. Les départements les plus exposés verraient même leur nombre de journées très chaudes multiplié par deux, atteignant ainsi 12 jours en moyenne d'ici 2050,

Ecrit par le 18 mai 2026

selon les projections de [Météo France Climadiag](#) concernant 32 000 communes de France. Or le parc résidentiel demeure très mal armé : près de 80% des DPE renseignant l'indicateur 'confort d'été' sont classés en 'insuffisant' ou 'moyen' ; et plus d'un logement sur 3 affichent un niveau insuffisant*.

Une situation alarmante

« La situation est alarmante : plus de 80% des logements des français risquent de se transformer en 'bouilloires thermiques' sous l'effet de la hausse annoncée des températures, alerte [la plateforme Hello Watt](#) destinée à réduire sa facture d'énergie et son impact sur la planète.

Dans les territoires les plus menacés par la chaleur à l'horizon 2050, trois logements sur quatre présentent déjà un indicateur 'insuffisant' ou 'moyen', ce qui place leurs occupants en première ligne de la précarité énergétique estivale**.

TOP 10 départements les plus à risque de "logements bouilloires"

N° dépt	Département
84	VAUCLUSE
30	GARD
46	LOT
82	TARN-ET-GARONNE
13	BOUCHES-DU-RHONE
32	GERS
81	TARN
83	VAR
34	HERAULT
47	LOT-ET-GARONNE

Les départements du Sud en surchauffe

Dans ce top 10 des logements bouilloires, le Vaucluse et le Gard arrivent en tête de ce classement des indices de risque de surchauffe par département. Derrière, les Bouches-du-Rhône (5°), le Var (8°) et l'Hérault (9°) renforce la présence du Sud-Est. Le reste étant constitué de département du Sud-Ouest.

A l'inverse, c'est en Normandie, Bretagne, Haut-de-France que l'on trouve les départements les moins impactés d'ici 2050. Dans la région Paca, terre de contraste, les Alpes-Maritimes et les Hautes-Alpes apparaissent aussi dans ce top 10 des territoires les plus épargnés.

Ecrit par le 18 mai 2026

TOP 10 départements les moins à risque de "logements bouilloires"	
N° dépt	Département
50	MANCHE
29	FINISTERE
76	SEINE-MARITIME
6	ALPES-MARITIMES
62	PAS-DE-CALAIS
22	COTES-D'ARMOR
14	CALVADOS
80	SOMME
88	VOSGES
5	HAUTES-ALPES

Classement des départements selon leur indice de risque par département calculé par Hello Watt et correspondant à : proportion actuelle de logements à confort d'été 'moyen' ou 'insuffisant' dans le DPE × nombre de journées très chaudes projetées en 2050. Sources : Calcul Hello Watt sur la base des données DPE ADEME (juillet 2021 à octobre 2024) et données prévisionnelles 2050 climadiag Météo France pour 32 000 communes en Fran

Un indicateur de confort d'été encore insuffisant pour mesurer un risque majeur

« A ce jour, le confort d'été reste un indicateur marginal dans l'évaluation énergétique des logements, explique Hello Watt. S'il est bien mentionné, il n'est pas intégré dans le calcul de la note et reste une simple indication. Ce manque de considération conduit à le négliger dans les décisions de vente, de location ou de rénovation. Sa fiabilité est, en outre, très contestée : les algorithmes sont incomplets, certains logements ne sont pas évalués et la méthodologie néglige des paramètres essentiels, comme la localisation ou l'inertie thermique. D'après l'étude Pouget Consultants-Ignes (juillet 2024), une révision de l'indicateur ferait basculer 90% du parc en 'insuffisant' ou 'moyen'. Cette lacune est d'autant plus problématique que certains logements, pourtant bien classés au DPE sur le plan hivernal, offrent un confort d'été médiocre. Des bâtiments très performants en isolation thermique peuvent ainsi se transformer en véritables 'bouilloires thermiques' en été. »

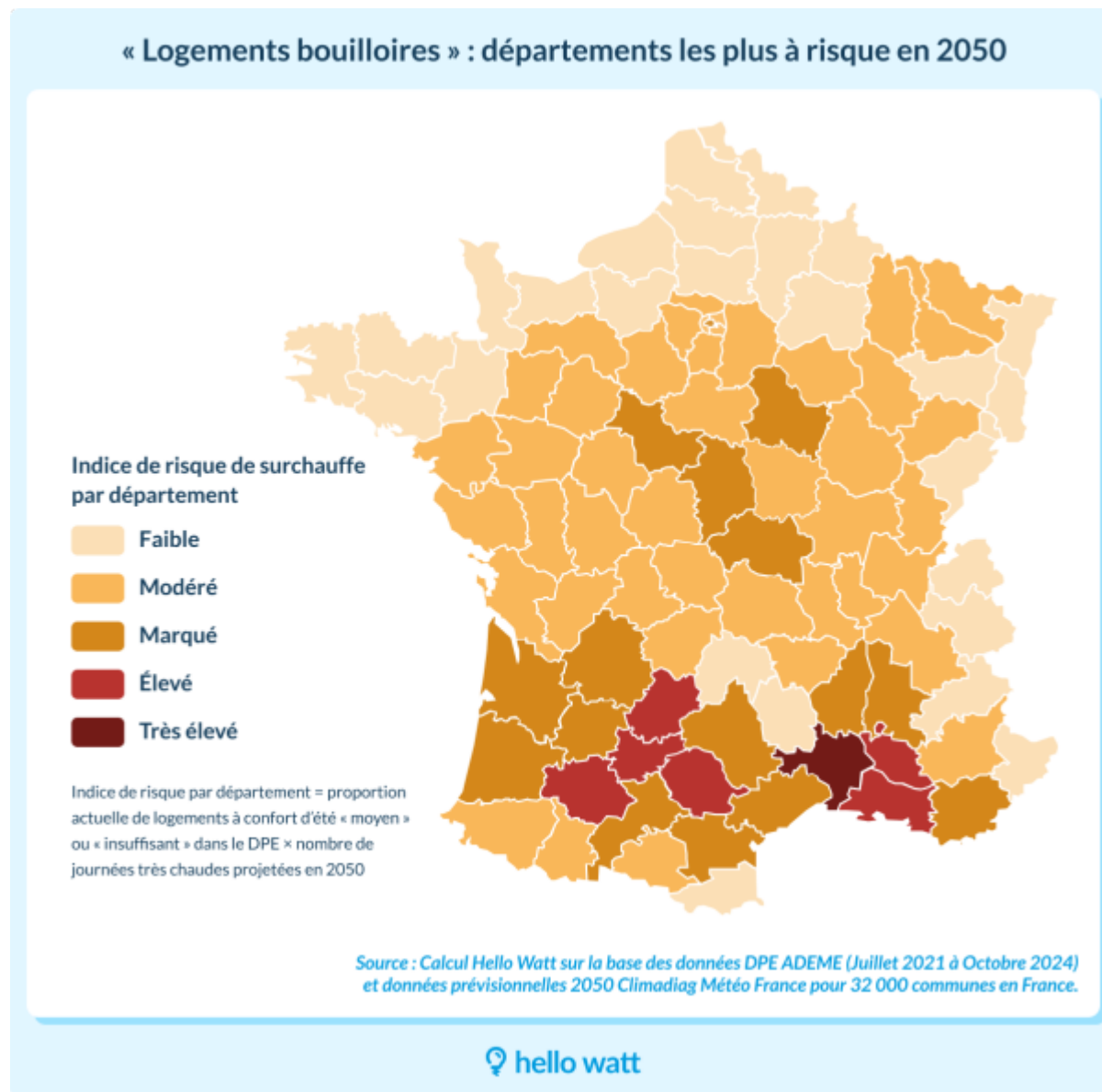
« Il est urgent de rendre le DPE plus lisible, plus fiable, et surtout plus cohérent avec les enjeux climatiques actuels. »

Pierre-François Morin, Directeur de l'activité rénovation énergétique d'Hello Watt

« Un logement peut afficher un B au DPE et pourtant devenir invivable en été, constate [Pierre-François Morin](#), directeur de l'activité rénovation énergétique d'Hello Watt. Cela crée une vraie incompréhension

Ecrit par le 18 mai 2026

chez les particuliers, qui finissent par ne plus faire confiance à l'outil. Il est urgent de rendre le DPE plus lisible, plus fiable, et surtout plus cohérent avec les enjeux climatiques actuels. Mais au-delà du constat, il existe déjà des solutions concrètes pour améliorer le confort d'été : isoler sa toiture, installer des volets adaptés, renforcer l'inertie des murs ou encore opter pour une pompe à chaleur réversible. Ce sont des leviers simples, efficaces, que nous proposons au quotidien chez Hello Watt. Le confort d'été ne doit plus être un critère secondaire dans la rénovation énergétique. »



Les conseils pour mieux résister à la chaleur

Hello Watt formule plusieurs recommandations à l'attention des particuliers :

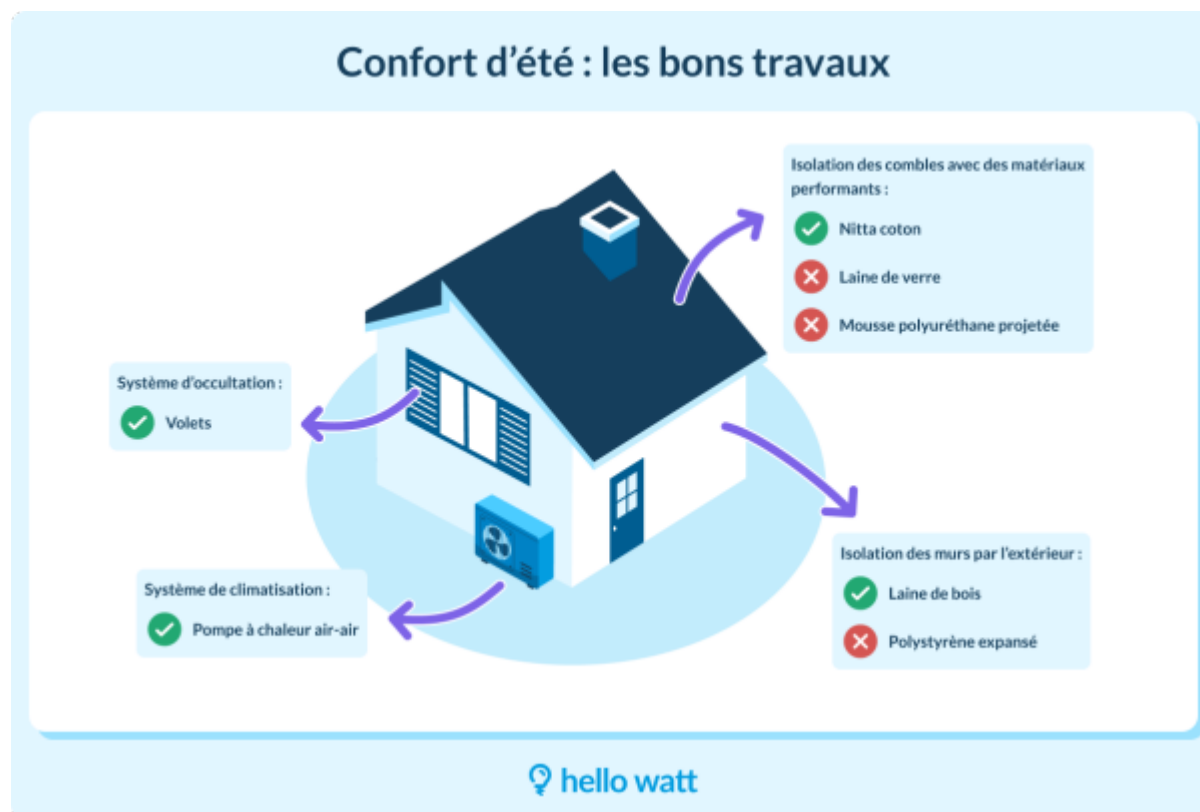
- Isoler murs et toits avec des matériaux biosourcés à fort déphasage thermique - c'est-à-dire capables de

Ecrit par le 18 mai 2026

retarder la pénétration de la chaleur dans la paroi. Ces travaux, correctement réalisés, demeurent la solution la plus efficace. Un matériau inadapté peut, en plein été, transformer un logement en fournaise et s'avérer plus préjudiciable que l'absence d'isolation. Pour l'isolation des murs, Hello Watt recommande la laine de bois, un matériau biosourcé qui retarde l'entrée de la chaleur d'environ huit heures, soit deux fois plus que le polystyrène expansé. Pour le toit, il est préconisé une isolation en Nita-Cotton offrant une durée de déphasage de 5 heures.

- Installer des occultations extérieures sur les fenêtres. Une fenêtre équipée de volets réduit les apports solaires de 85%. C'est la technique la plus simple, la moins énergivore et la moins chère pour abaisser de 2 à 5°C la température intérieure.

- Recourir à un système de climatisation réversible pour rafraîchir le logement en été, et le chauffer en hiver ; les pompes à chaleur air-air sont très indiquées pour cet usage. Leur fonctionnement est simple : elle capte les calories extérieures et les restitue via les unités intérieures sous forme de chaleur ou fraîcheur, assurant confort et sobriété.



Après des pouvoirs publics, Hello Watt recommande par ailleurs aussi plusieurs évolutions des dispositifs existants : inscrire les occultations et les revêtements réfléchissants dans MaPrimeRénov', augmenter le soutien aux isolants à fort déphasage et réformer le DPE afin de rendre l'indicateur de confort d'été plus fiable ainsi que l'intégrer à la note globale pour en en faire un critère d'information obligatoire.

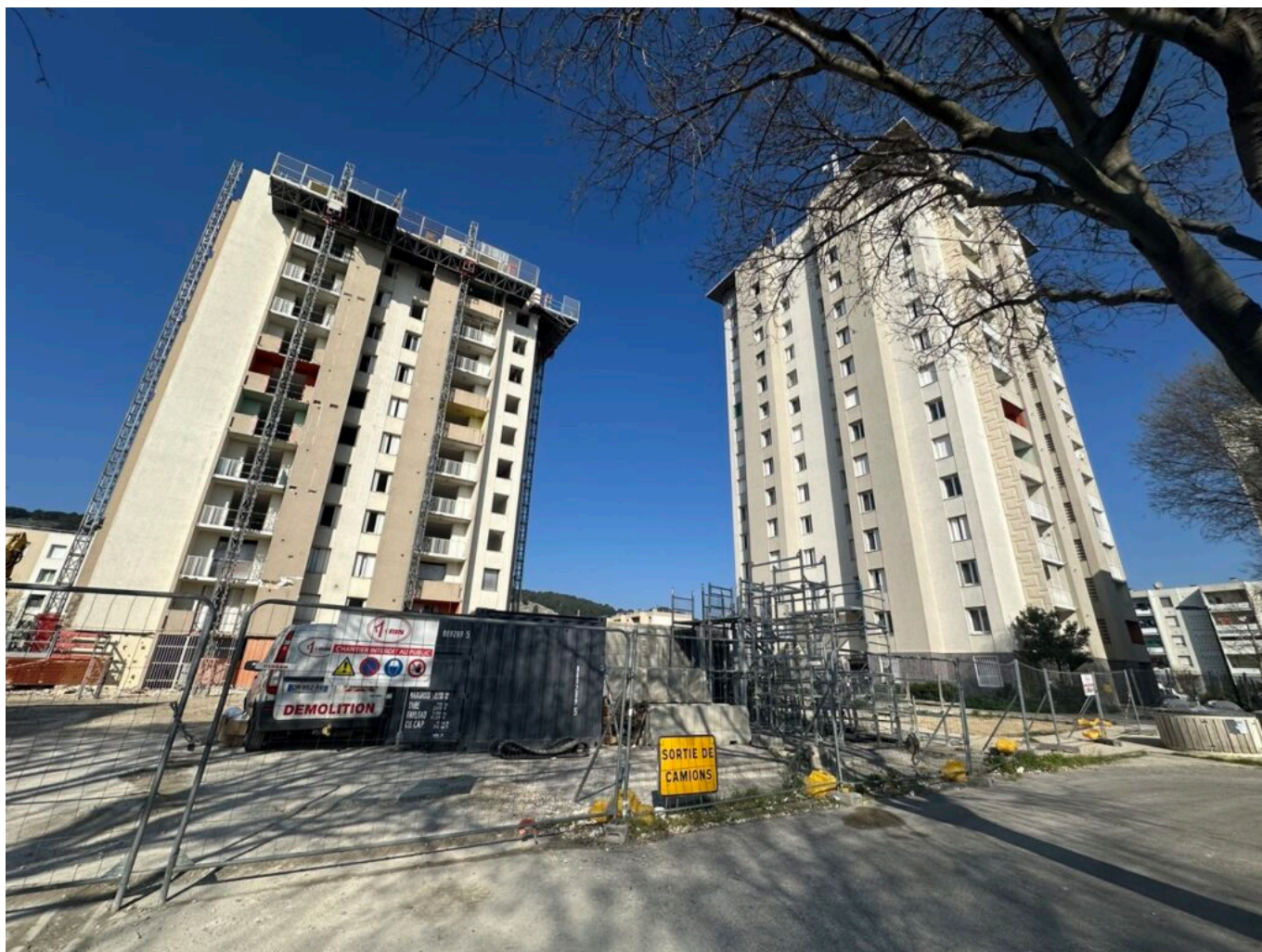
Ecrit par le 18 mai 2026

L.G.

**Etude Pouget Consultants-Ignes, parue en juillet 2024.*

***Données DPE ADEME, juillet 2021 - octobre 2024.*

Cavaillon déconstruit ses tours du Dr Ayme, haut lieu du trafic de stupéfiants



Ecrit par le 18 mai 2026

La déconstruction des deux tours du quartier du Docteur Ayme à Cavaillon, ont valeur de symbole. C'est la face la plus visible d'un projet de rénovation urbaine de plus de 100 M€, portant sur 3 quartiers de la ville et 800 logements. Souhaité par son maire, Gérard Daudet, ce projet d'envergure mobilise le bailleur social Grand Delta Habitat et tous les services de l'État (dont ANRU). « Redonner une vie normale aux habitants des quartiers » c'est pour le maire de la ville une priorité et un enjeu.

Haut lieu des trafics de stupéfiants de toutes natures, le quartier du Docteur Ayme, était devenu difficilement vivable pour ses résidents et aussi les habitants de la ville. Le narcotrafic est l'origine de nombreux actes criminels dont l'incendie du commissariat de la ville en octobre dernier. Outre les renforts de police octroyés par le ministère de l'intérieur en mai dernier, la rénovation des quartiers concernés devenait une nécessité. Initié par le maire de la ville dès 2010, ce programme a bénéficié du soutien de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine. D'un montant de 117 M€ il porte sur la construction et la rénovation de 800 logements et le réaménagement de trois quartiers : Dr Ayme, Condamines et Saint Martin. C'est pour une ville de 27 000 habitants un programme exceptionnel par son ampleur se plaît à rappeler le maire.

Des tours utilisées pour le narcotrafic

Hautes de 14 étages, les deux tours du quartier du docteur Ayme, étaient peu à peu délaissées par leurs habitants, las des pannes d'ascenseur à répétition (volontaires) et des troubles causés par les trafics. Ces deux bâtiments étaient squattées pour partie par les dealers qui les utilisaient également comme des tours de guet pour prévenir de l'intervention des forces de police. Leurs déconstructions qui vient de démarrer devraient s'achever au premier trimestre 2026. Les habitants des 112 logements ont été relogé dans d'autres résidences de Grand Delta Habitat ou chez d'autres bailleurs sociaux, situées à Cavaillon ou dans des communes de proximité. A leur place seront construits des équipements sociaux et des espaces verts.

[Grand Delta Habitat souhaite « s'intégrer dans la vie cavaillonnaise »](#)